



**Ville de Vernon**  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**

**Voirie et réseaux**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

**Tél : 0800027200**

**Dossier suivi par** : Garnier Laurent

**Email** : lgarnier@vernon27.fr

**Arrêté n° 0061/2021**

**Restriction de circulation (Tx) - 54, rue de Marzelles - du 22 février au 5 mars 2021**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

**Vu** le règlement de voirie communale,

**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

**Vu** l'arrêté n°0552/2020 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Pauline ROBERT.

**Considérant** la demande de l'entreprise Marron TP sise 50, rue du Bal Champêtre à Louviers (27400) tendant à réaliser des travaux de suppression de branchement pour le compte de GrDF,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent, Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : la circulation sera interdite, sauf secours et services rue de Marzelles dans sa partie comprise entre la rue des Vignes et la ruelle Briet à l'avancement des travaux du lundi 22 février au vendredi 5 mars 2021.

Les riverains de la rue de Marzelles sont autorisés à emprunter la rue à contre sens de circulation dans sa partie comprise entre la ruelle Briet et la rue des Vignes.

Article 2 : la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 4 février 2021



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).